

**19 NOVEMBRE : REpondre A LA CRISE,
DEVELOPPER LES SERVICES PUBLICS
23 NOVEMBRE : NOUS FAIRE ENTENDRE DU GOUVERNEMENT
SUR LE « PACTE RECHERCHE »**

Le « pacte » présenté début octobre suit un parcours accéléré voire brutal dans les instances auxquelles il doit être soumis. Le passage (le 16 novembre) au Conseil Economique et Social, prévu par la Constitution puisqu'il s'agit (très partiellement) d'un texte comportant un volet programmation, est précipité en moins de 6 semaines. Le Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie doit rendre un avis en quelques semaines ! Un premier (sera-t-il le seul ?) passage au CNESER s'est fait sur des documents encore provisoires le 9 novembre. La détermination des élus SNESUP et de l'Intersyndicale a conduit au rejet de l'avant-projet par 21 contre, 19 pour et 5 abstentions.

... et déjà, alors que le texte n'est pas passé en Conseil des Ministres, il doit y être présenté le 23 novembre. La discussion parlementaire, en particulier en commission des finances, a débuté.

On voit là se dessiner d'inquiétantes convergences.

La première est celle du « pacte » et du budget 2006, nous l'avons dit, en trompe l'œil, puisque les augmentations de crédits annoncées -et difficiles à lire puisque avec la LOLF le périmètre des chapitres budgétaires a changé d'une année sur l'autre- passent essentiellement sur l'ANR et le Crédit Impôt Recherche.

La seconde tient en la démarche de ce « pacte » qui a été élaboré après le puissant mouvement lié à la pétition « Sauvons la Recherche », mais qui tourne le dos aux recommandations et propositions formulées lors des Etats Généraux comme par les organisations syndicales.

L'accumulation de dispositifs visant à transformer le paysage de la recherche par une priorité accordée à des financements de court terme sur des contrats très délimités (voire finalisés), et qui a déjà donné naissance aux deux agences, ANR et AII, se combine avec un dirigisme accru, un pilotage par les agences ou par les directeurs d'établissements sans contrôle démocratique. Le règne des experts nommés dans tous les domaines et des pouvoirs accrus accordés par exemple aux Présidents d'Universités. Dès le 3 novembre, lors de la discussion du Budget, en Commission des Finances, plusieurs députés -Pierre Méhaignerie, UMP ; Alain Claeys, PS- ont rebondi sur des revendications exprimées dans un groupe de travail de la CPU. Leur objectif : accroître la présidentialisation des établissements, dans le but prétendu d'une meilleure efficacité du système. C'est le contraire des propositions de la communauté universitaire.

Toutes ces raisons nourrissent les multiples initiatives locales tenues dans les établissements et jusque dans les conseils (débat, vote de motions) pour faire entendre les exigences portées par les enseignants du supérieur, les chercheurs au nom des besoins de notre pays tout entier. Les élus et représentants SNESUP dans toutes les instances nationales - CNESER, CSRT, CNU- s'emploient à rassembler l'ensemble des acteurs et à argumenter auprès d'un pouvoir toujours sourd à nos revendications.

Il est grand temps d'amplifier encore ce foisonnement d'initiatives et la date du 23 novembre, fixée pour le passage du texte au Conseil des Ministres, doit devenir un temps fort de la mobilisation.

A Paris, comme dans les régions, faisons entendre les besoins des personnels, des laboratoires, de tous ces jeunes qui aspirent à trouver leur place dans la société de la connaissance qui, pour nous, est indissociable d'un service public puissant appuyé sur des emplois statutaires qualifiés et reconnus.

Le 23 novembre, soyons nombreux aux manifestations, dans les rassemblements, meetings ou prises de parole pour faire partager à l'opinion publique, qui nous a déjà entendus, cette haute exigence.

Il nous reste une dizaine de jours pour réussir le 23 novembre.

Jean FABRI, Secrétaire Général

Les manifestations et rassemblements, voire meetings, rencontres avec la population du 23 novembre sont à l'appel de l'Intersyndicale de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (SNESUP-SNCS-SNASUB pour la FSU, SNTRS-CGT, SGEN-CFDT, SUD, UNSA) et SRL. Des dispositifs divers sont prévus pour rendre visibles et originales ces manifestations afin de démontrer que le « Pacte Recherche » bâillonne la voix réfléchie des acteurs de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.

La crise explosive des banlieues démontre amplement la nécessité de services publics puissants. La manifestation nationale, prévue de longue date, le dimanche 19 novembre, à l'appel d'une multitude d'associations, d'organisations syndicales, dont la FSU, de partis politiques, est une réponse démocratique à cette situation de crise dont l'issue ne peut passer par l'autoritarisme et le libéralisme. Avec la FSU, le SNESUP prend toutes les dispositions pour réussir la venue à Paris de milliers de manifestants. Prenez contact avec les sections départementales FSU (voir www.fsu.fr).

Rendez-vous à Paris : Boulevard de l'Hôpital, au niveau de l'ENSAM (n° 104)